

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2023/45336]

7 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités de fonctionnement des jurys de l'épreuve de certification à l'issue de la formation d'insertion professionnelle aux fonctions de promotion d'Inspecteur, ainsi que la pondération entre les critères d'évaluation et les modalités d'organisation et d'évaluation de l'épreuve

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection, l'article 54, § 4, alinéas 5, 6 et 7 ;

Vu le « Test genre » du 17 mars 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu le protocole de négociation syndicale au sein du Comité de négociation du secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné, selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, conclu en date du 20 juin 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'État le 20 juillet 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication d'un avis dans le délai susvisé ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 janvier 2021 fixant les profils de compétences visé aux articles 17, alinéa 3, et 33, alinéa 1^{er}, du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juin 2021 fixant le plan de formation initiale des inspecteurs en application de l'article 22, § 2, alinéa 1^{er}, du décret du 10 janvier 2019 relatif au service général de l'Inspection ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 septembre 2023 fixant le plan de formation d'insertion professionnelle des inspecteurs en application de l'article 54, § 2, alinéa 1^{er}, du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Éducation ;

Après délibération,

Arrête :

TITRE I — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o « le décret » : le décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection ;

2^o « l'épreuve de certification » : l'épreuve de certification visée à l'article 54, § 4, du décret ;

3^o « le candidat » : l'inspecteur stagiaire visé à l'article 49 du décret ;

4^o « le jury » : le(s) jury(s) de l'épreuve de certification composé(s) conformément à l'article 54, § 4, du décret ;

5^o « le collège des présidents » : dans le cas où plusieurs jurys sont constitués, un collège réunissant les présidents de ces jurys, et chargé, moyennant décisions prises au consensus, de coordonner les travaux des jurys qu'il préside, afin d'assurer l'unité d'appréciation et l'égalité de traitement des candidats ;

6^o « le portefeuille » : la production écrite personnelle visé à l'article 54, § 4, du décret.

TITRE II — Modalités de fonctionnement du ou des jurys en application de l'article 54 du décret

Art. 2. § 1^{er}. Le jury se réunit valablement si la moitié au moins de ses membres sont présents.

§ 2. Le jury ne peut se réunir valablement que si le président ou son suppléant sont présents.

§ 3. Les réunions du jury peuvent être organisées en présentiel, ou sous forme de visioconférence ou moyennant hybridation du présentiel et de la visioconférence, selon la situation sanitaire ou les nécessités d'une bonne organisation.

Art. 3. Le jury se fait assister d'un ou de plusieurs secrétaire(s), désigné(s) par le fonctionnaire général qui dirige la Direction générale du Pilotage du système éducatif. Le secrétaire n'a pas de voix délibérative. Il est notamment chargé, en toute confidentialité, de dresser les procès-verbaux des délibérations du jury, de notifier les décisions du jury et d'avertir les organisations syndicales de la tenue des épreuves pour leur permettre d'assister aux réunions en qualité d'observateur conformément à l'article 28, alinéa 4, du décret.

Art. 4. Les décisions du jury sont prises à la majorité des membres présents. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

Art. 5. § 1^{er}. Les membres suppléants ne siègent qu'en cas d'empêchement des membres effectifs, dument justifié par un cas de force majeure, les nécessités du service ou un conflit d'intérêt éventuel, notamment dans les cas visés au paragraphe 2. Cette justification est communiquée par écrit et en temps utiles au président et au secrétaire du jury.

§ 2. Un membre du jury ne peut prendre part aux délibérations concernant un candidat dont il est soit le conjoint, soit le cohabitant, soit un parent ou allié jusqu'au quatrième degré inclus.

Art. 6. Le membre du jury exerce son mandat en toute indépendance, en faisant preuve de rigueur, de discrétion et d'impartialité. Il est tenu à une obligation de confidentialité quant aux contenus et formes de l'épreuve de certification, aux contenus et formes des délibérations et à toute information à caractère personnel dont il aurait connaissance dans le cadre de son mandat. Il s'abstient de toute attitude et déclaration publiques quant au contexte, aux principes et aux modalités d'organisation et de délibération de cette épreuve, tant avant que pendant et après le déroulement de celle-ci. Il s'engage à participer avec assiduité aux travaux du jury.

Art. 7. Le jury est chargé notamment d'arrêter le canevas d'entretien de l'épreuve de certification, d'auditionner et d'évaluer les candidats, de valider les motivations des décisions pour chaque candidat.

TITRE III — Modalités d'organisation et d'évaluation de l'épreuve de certification

Art. 8. § 1^{er}. Le portfolio consiste en un dossier personnel dans lequel le candidat démontre en quoi les acquis de la formation et les acquis de l'expérience durant son stage lui permettent de rencontrer les exigences du profil de fonction visé à l'article 33, alinéa 1^{er}, du décret.

Le portfolio comporte maximum douze pages A4, annexes éventuelles non comprises, respectant les caractéristiques suivantes : police de caractère Calibri 11, interligne 1.14, marge par défaut.

L'Inspecteur général coordonnateur communique par voie électronique aux candidats la date de remise du portfolio. Cette date est fixée au plus tôt 15 jours calendrier à dater du dernier jour de la formation d'insertion professionnelle. La remise du portfolio est organisée concomitamment pour tous les candidats et selon les mêmes conditions. Le candidat communique son portfolio en format PDF et en format WORD par voie électronique aux services du Gouvernement. En cas de disparité de contenu entre les deux formats, la version en format PDF prévaut.

§ 2. Les Services du Gouvernement convoquent par courrier électronique avec accusé de réception les candidats à l'épreuve de certification au moins dix jours ouvrables avant la date fixée.

La présentation et la défense du portfolio par les candidats telles que visées à l'article 54, § 4, alinéa 1^{er}, du décret peuvent être organisées à différentes dates.

L'ordre de passage des candidats est déterminé par l'ordre numéral des fonctions d'inspecteur tel que précisé dans l'annexe du décret. Au sein de chaque fonction, les candidats sont classés par ordre alphabétique.

Art. 9. § 1^{er}. La partie écrite consiste en la remise du portfolio tel que visé à l'article 54, § 4, alinéa 1^{er}, du décret.

Les candidats sont tenus de référencer les idées et citations qui proviennent d'un autre auteur qu'eux-mêmes.

Toute forme de plagiat est interdite et sera pénalisée dans la cotation finale de l'épreuve.

§ 2. La partie orale consiste en un entretien devant un jury au cours duquel le candidat présente et défend son portfolio. Le candidat peut accompagner la présentation d'un support, notamment à l'aide d'un logiciel de présentation. Le support ne sera pas évalué.

Le temps consacré à la présentation orale du portfolio est de maximum 15 minutes par candidat. Un temps maximal de 30 minutes est consacré aux questions du jury.

Les représentants syndicaux peuvent assister, à titre exclusif d'observateurs, à la défense du dossier devant le jury, conformément à l'article 28, alinéa 4, du décret. Ces derniers sont tenus à la plus grande discrétion durant le déroulement de la défense du dossier et à une obligation de confidentialité quant à la teneur de l'épreuve, y compris après l'issue de la procédure de certification.

Art. 10. Lorsque plusieurs jurys sont institués en exécution de l'article 28 du décret, tous les candidats à une même fonction seront évalués par un même jury afin de respecter le principe d'égalité.

TITRE IV — Pondération entre les critères d'évaluation

Art. 11. § 1^{er}. Les critères d'évaluation fixés à l'article 54, § 4, alinéa 6 du décret, sont pondérés comme suit :

1° le critère 1° est noté sur 40 points.

2° les critères 2° et 3° sont notés chacun sur 30 points.

La note finale de l'épreuve de certification est calculée sur un total de 100 points. La cotation attribuée s'arrête à la deuxième décimale.

§ 2. La réussite de l'épreuve de certification est fixée à 60 points sur 100.

Art. 12. Le résultat de l'épreuve de certification est communiqué par voie électronique avec accusé de réception par les Services du Gouvernement, dans un délai maximum de 40 jours ouvrables à dater de la passation de l'épreuve orale par le dernier candidat.

TITRE V — Dispositions finales

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le 7 septembre 2023.

Art. 14. Le Ministre qui a l'Inspection de l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 septembre 2023.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Education,
C. DESIR

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/45336]

7 SEPTEMBER 2023. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de werking van de examencommissies voor de certificeringsproef aan het einde van de opleiding voor beroepsinschakeling voor de bevorderingsambten van inspecteur, alsook de weging van de beoordelingscriteria en de procedures voor de organisatie en de evaluatie van de proef

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst, artikel 54, § 4, vijfde, zesde en zevende lid;

Gelet op de "Gendertest" van 17 maart 2023 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, lid 2, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het protocol van syndicale onderhandeling binnen het Onderhandelingscomité voor Sector IX, het Provinciaal en Plaatselijk Comité voor Overheidsdiensten, Afdeling II, en het Onderhandelingscomité voor het Statuut van het Gesubsidieerd Vrij Onderwijspersoneel, overeenkomstig de procedure van het Koninklijk Besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, gesloten op 20 juni 2023;

Gelet op het verzoek om advies binnen dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 20 juli 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het ontbreken van mededeling van het advies binnen de bovengenoemde termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 januari 2021 tot vaststelling van de competentieprofielen bedoeld in de artikelen 17, derde lid, en 33, eerste lid, van het besluit van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst;

Overwegende het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 juni 2021 tot vaststelling van het basisopleidingsplan voor inspecteurs in uitvoering van artikel 22, § 2, eerste lid, van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst;

Overwegende het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 september 2023 tot vaststelling van het opleidingsplan voor de beroepsinschakeling van de inspecteurs met toepassing van artikel 54, § 2, eerste lid, van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst;

Op de voordracht van de minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL I — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° "het decreet": het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst;

2° "de certificeringsproef": de certificeringsproef bedoeld in artikel 54, § 4, van het decreet;

3° "de kandidaat": de sategdoend inspecteur bedoeld in artikel 49 van het decreet;

4° "de examencommissie": de examencommissie(s) voor de certificatieproef, samengesteld overeenkomstig artikel 54, § 4, van het decreet;

5° "het college van voorzitters": wanneer meerdere examencommissies zijn ingesteld, een college samengesteld uit de voorzitters van deze examencommissies, belast met de coördinatie van de werkzaamheden van deze examencommissies waarvan zij voorzitter zijn, mits beslissingen die bij consensus worden genomen, teneinde de eenheid in de beoordeling en de gelijke behandeling van de kandidaten te waarborgen;

6° "het portfolio": het persoonlijk geschreven werk bedoeld in artikel 54, § 4, van het decreet.

TITEL II — *Nadere regels voor de werking van de examencommissie(s) met toepassing van artikel 54 van het decreet*

Art. 2. § 1. De examencommissie komt geldig bijeen indien ten minste de helft van haar leden aanwezig is.

§ 2 De examencommissie kan alleen geldig bijeenkomen als de voorzitter of zijn plaatsvervanger aanwezig is.

§ 3 Examencommissievergaderingen kunnen in persoon, per videoconferentie of door een combinatie van persoon en videoconferentie worden georganiseerd, afhankelijk van de gezondheidssituatie en organisatorische vereisten.

Art. 3. De examencommissie wordt bijgestaan door één of meer secretarissen, aangesteld door de algemene ambtenaar die aan het hoofd staat van de "Direction générale du Pilotage du système éducatif". De secretaris is niet stemgerechtigd. Hij is inzonderheid belast met het opstellen, in alle vertrouwelijkheid, van de notulen van de beraadslagingen van de examencommissie, met de kennisgeving van de beslissingen van de examencommissie en met de kennisgeving van de proeven aan de vakbonden zodat zij de vergaderingen als waarnemers kunnen bijwonen overeenkomstig artikel 28, alinea 4, van het decreet.

Art. 4. De beslissingen van de examencommissie worden genomen bij meerderheid van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Art. 5. § 1. De plaatsvervangende leden zetelen slechts indien de werkende leden verhinderd zijn door overmacht, dienstvereisten of een mogelijk belangenconflict, inzonderheid in de gevallen bedoeld in paragraaf 2. Deze rechtvaardiging wordt schriftelijk en tijdig meegedeeld aan de voorzitter en de secretaris van de examencommissie.

§ 2 Een examencommissielid mag niet deelnemen aan de beraadslaging over een kandidaat van wie hij de echtgenoot, de samenwonende partner of een verwant tot en met de vierde graad is.

Art. 6. De examencommissieleden oefenen hun mandaat volkomen onafhankelijk, nauwgezet, discreet en onpartijdig uit. Zij zijn gehouden tot geheimhouding met betrekking tot de inhoud en de vorm van de certificeringsproef, de inhoud en de vorm van de beraadslagingen en alle informatie van persoonlijke aard waarvan zij in de uitoefening van hun mandaat kennis kunnen nemen. Zij onthouden zich voor, tijdens en na de proef van elke openbare houding of verklaring met betrekking tot de context, principes en procedures voor de organisatie en de beraadslaging van deze proef. Zij verbinden zich ertoe met toewijding deel te nemen aan de werkzaamheden van de examencommissie.

Art. 7. De examencommissie is inzonderheid belast met het opstellen van het schema voor de gesprekken voor de certificeringsproef, het interviewen en beoordelen van de kandidaten en het valideren van de redenen voor de beslissingen die ten aanzien van elke kandidaat worden genomen.

TITEL III — *Nadere regels voor de organisatie en beoordeling van de certificeringsproef*

Art. 8. § 1. Het portfolio bestaat uit een persoonlijk dossier waarin de kandidaat aantoont hoe de tijdens de stageperiode opgedane opleiding en ervaring hem in staat stellen om te voldoen aan de vereisten van het ambtsprofiel bedoeld in artikel 33, lid 1 van het decreet.

Het portfolio bestaat uit maximaal twaalf A4-pagina's, exclusief eventuele bijlagen, met de volgende specificaties: lettertype Calibri 11, regelafstand 1.14, standaardmarge.

De coördinerend inspecteur-generaal stelt de kandidaten elektronisch op de hoogte van de datum waarop het portfolio moet worden ingeleverd. Deze datum wordt niet eerder vastgesteld dan 15 kalenderdagen na de laatste dag van de opleiding voor beroepsinschakeling. De afgifte van het portfolio wordt voor alle kandidaten op hetzelfde tijdstip en onder dezelfde voorwaarden georganiseerd. Kandidaten moeten hun portfolio's in PDF- en WORD-formaat elektronisch indienen bij de regeringsdiensten. In het geval van een discrepantie tussen de inhoud van de twee formaten, heeft de PDF-versie voorrang.

§ 2 De regeringsdiensten sturen de kandidaten ten minste tien werkdagen voor de vastgestelde datum per e-mail een uitnodiging voor de certificeringsproef met ontvangstbevestiging.

De presentatie en verdediging van het portfolio door de kandidaten bedoeld in artikel 54, § 4, eerste lid van het decreet kunnen op verschillende data worden georganiseerd.

De volgorde van de kandidaten wordt bepaald door de numerieke volgorde van de ambten van de inspecteur zoals gespecificeerd in de bijlage bij het decreet. Binnen elk ambt worden de kandidaten gerangschikt in alfabetische volgorde.

Art. 9. § 1. Het schriftelijk gedeelte bestaat uit het voorleggen van het portfolio bedoeld in artikel 54, § 4, eerste lid, van het decreet.

Kandidaten moeten verwijzen naar ideeën en citaten die afkomstig zijn van een andere auteur dan zichzelf.

Elke vorm van plagiaat is verboden en zal worden bestraft in de eindbeoordeling van het werkstuk.

§ 2 Het mondelinge gedeelte bestaat uit een interview voor een examencommissie waarin de kandidaat zijn portfolio presenteert en verdedigt. De kandidaat mag de presentatie vergezeld laten gaan van een ondersteuning, inzonderheid door gebruik te maken van presentatiesoftware. De ondersteuning wordt niet beoordeeld.

Kandidaten mogen hun portfolio maximaal 15 minuten mondeling presenteren. Er is maximaal 30 minuten gereserveerd voor vragen van de examencommissie.

De vakbondsvertegenwoordigers mogen, enkel als waarnemers, de verdediging van de zaak voor de examencommissie bijwonen, overeenkomstig artikel 28, lid 4, van het decreet. De vertegenwoordigers van de vakbonden zijn gehouden tot de grootste discretie tijdens de verdediging van de zaak en tot een geheimhoudingsplicht met betrekking tot de inhoud van de proef, ook na afloop van de certificeringsprocedure.

Art. 10. Wanneer verschillende examencommissies worden opgericht overeenkomstig artikel 28 van het decreet, worden alle kandidaten voor hetzelfde ambt door dezelfde examencommissie beoordeeld om het gelijkheidsbeginsel te respecteren.

TITEL IV — *Weging van evaluatiecriteria*

Art. 11. § 1. De beoordelingscriteria bepaald in artikel 54, § 4, zesde lid, van het decreet worden als volgt gewogen:

1° Criterium 1 wordt beoordeeld op een maximum van 40 punten.

2° De criteria 2 en 3 krijgen elk 30 punten maximum toegewezen.

Het eindcijfer voor de certificeringsproef wordt berekend op een totaal van 100 punten. Het toegekende cijfer stopt bij de tweede decimaal.

§ 2 Slagen voor de certificeringsproef is vastgesteld op 60 van de 100 punten.

Art. 12. Het resultaat van de certificeringsproef wordt door de regeringsdiensten elektronisch meegedeeld, met ontvangstbevestiging, binnen maximaal 40 werkdagen vanaf de datum waarop de laatste kandidaat de mondelinge proef heeft afgelegd.

TITEL V — *Slotbepalingen*

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op 7 september 2023.

Art. 14. De minister bevoegd voor de onderwijsinspectie is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 7 september 2023.

De minister-president, belast met Internationale Betrekkingen,
Sport en het Onderwijs voor Sociale Promotie,

P.-Y. JEHOLET

De minister van Onderwijs,

C. DESIR